

Le legs du cavalier.

Karol Modzelewski est né « au mauvais endroit au mauvais moment » (à Moscou en 1937), et est mort ce printemps. Peu auparavant ses mémoires militantes étaient parues en français : *Nous avons fait galoper l'histoire. Confessions d'un cavalier usé*, aux Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, fin 2018, traduit du polonais par Elzbieta Salamaka

Karol Modzelewski.

Karol Modzelewski est né « au mauvais endroit au mauvais moment » (à Moscou en 1937), et est mort ce printemps. Peu auparavant ses mémoires militantes étaient parues en français : *Nous avons fait galoper l'histoire. Confessions d'un cavalier usé*, aux Éditions de la Maison des Sciences de l'Homme, fin 2018, traduit du polonais par Elzbieta Salamaka. Il s'agit d'un récit, ou d'un ensemble de récits, majeurs sur un triple plan : pour l'histoire et la compréhension des tragédies du XX^e siècle, pour l'histoire et la compréhension des luttes ouvrières, et sur un plan humain et psychologique. Pour autant, Karol Modzelewski n'a pas écrit de « mémoires » exhaustives, mais bien des mémoires militantes bien qu'il ne fut pas un militant au sens ordinaire du terme, mais un individu intervenant à certains moments clefs, et faisant ainsi, selon son expression, « *galoper l'histoire* », pas forcément dans la direction souhaitée, ce qui n'enlève rien à la légitimité de ses interventions, jouant (mais un jeu très sérieux) avec la Fortune, et pas si mal que ça au final, on peut bien le dire tout de même. L'ouvrage reste assez discret sur sa vie privée et sur l'autre pan de ses activités et interventions dans la vie globale de l'humanité, à savoir justement en tant qu'historien, puisque Karol Modzelewski fut l'un des grands médiévistes polonais du second XX^e siècle à avoir travaillé sur l'histoire de la Pologne et de l'Europe centrale et orientale et le haut Moyen Age européen, avec Bronislaw Geremek.

Ayant écrit ce qui précède, je suis bien conscient que la plupart des gens, et plus précisément la plupart des militants ouvriers comme des honnêtes gens cultivés, en France en 2019, vont se dire : « mais qui est ce Karol Modzelewski dont nous n'avons jamais entendu parler ? » Quelques uns vont se rappeler d'une formule : « ah, oui, la lettre ouverte de Kuron et Modzelewski ! ». L'objet de cet article sera, très au-delà de cette fameuse « lettre ouverte » de 1964, de tenter de montrer que ne pas connaître ou mal appréhender la mémoire qui se trouve dans un livre tel que l'autobiographie militante de Karol Modzelewski, c'est nous amputer d'un maillon décisif de ce que nous sommes ou que nous devrions être, nous, les militants

ouvriers et honnêtes gens cultivés (on ne perd rien à essayer d'être les deux, non ?) du XXI^e siècle.

De ce fait, je vais d'abord faire porter mon commentaire non sur le récit de K. Modzelewski dans son ensemble, mais sur ce qui me paraît être la section centrale de ce récit, en même temps qu'un moment clef de notre histoire qui souffre d'une double occultation comme nous le verrons, alors qu'il s'agit, ni plus ni moins, de la plus grande lutte sociale du second vingtième siècle en Europe, et sans doute aussi, avec la grève des mineurs britanniques contre Thatcher peu après, de la dernière grande lutte ouvrière « classique » opposant là mécanos et métallos en bleu de travail à des chefs bourgeoisement vêtus (bien que loin de se réduire à cette image prégnante), et, au niveau européen, d'un phénomène d'auto-organisation démocratique par en bas qui n'a pas été surpassé depuis : le moment de *Solidarnosc* en 1980-1981, qui correspond dans *Nous avons fait galoper l'histoire* au grand chapitre 7, *Notre union fraternelle*.

Naissance et constitution de Solidarnosc.

En août 1980, K. Modzelewski apprend que des grèves de masse ont éclaté sur la côte et très vite dans toute la Pologne – par l'organe du PC italien. Vieil opposant connu et repéré, il se rend à Varsovie où il se rend compte que les milieux dominants de l'opposition intellectuelle, représentés notamment par Bronislaw Geremek et Tadeusz Mazowiecki, éminences des milieux catholiques-libéraux, ne tiennent pas à le voir « revenir » avec trop d'insistance, car il pourrait gêner des négociations avec le pouvoir. Ces données sont suggérées discrètement dans un récit qui associe pudeur, modestie et finesse. C'est suite à un malentendu qu'il croit qu'on lui propose quand même d'aller à Gdansk, dans les chantiers navals, côtoyer les « experts » de l'opposition qui ont entrepris d'épauler le comité de grève des ouvriers avec l'intention de le modérer. Il s'y rend en toute bonne foi, lui-même sur une position visant à la « modération » par crainte de la répression, pour constater que les dits « experts » ne veulent pas de lui. Du coup il circule dans les chantiers et la ville en grève, comprend que ce sont, déjà, les grévistes de toute la région qui, par l'intervention d'un groupe de femmes conduites notamment par Anna Walentynowicz, avec Alina Pienkowska et Henryka Krzywonos, ont décidé les chantiers navals à poursuivre la grève par « solidarité » alors qu'ils allaient reprendre le travail ayant gagné sur les questions salariales initiales -que Lech Walesa parti pour faire reprendre le travail a alors agi à « l'intuition » en les ralliant, préservant ainsi sa place de leader de facto, et que du coup la grève est devenue une grande grève politique, instaurant une ambiance du type « la liberté guidant le peuple sur les barricades » ; et il comprend que dans cette ambiance, « modérer »

les ouvriers au nom du réalisme est irréaliste. Karol Modzelewski rentre chez lui, près de Wroclaw, ayant senti le souffle de la révolution, qui gagne d'ailleurs sa région comme tout le pays.

Via la transformation, par la base, du syndicat officiel des enseignants, dont il était membre, en nouveau « *syndicat professionnel indépendant et autogéré* », il va être élu dans les instances des nouveaux syndicats libres de Wroclaw. « *La révolution ne rentre pas dans les formules rationnelles des politologues car elle est un état d'esprit collectif de grandes masses humaines. Cet état d'esprit ne vient pas de nulle part. Il pousse sur un quotidien difficile et installé depuis longtemps ; or, tout à coup, cet état d'esprit conformiste se transforme en son contraire et devient un acte d'auto-libération mentale.* » Une fois que de larges masses font cela, c'est « *un mécanisme social impossible à brider.* » Karol Modzelewski après l'avoir ressenti à Gdansk, dit l'avoir rencontré dans toute sa force, « *on peut dire physique* », à Wroclaw en septembre 1980, lorsque les nouveaux syndicats, naissant dans des réunions de centaines et de milliers de personnes, exigent que les hausses de salaires qu'ils sont en train d'arracher soient les plus fortes pour les bas salaires, ce que le pouvoir de la « Pologne socialiste » juge « *démotivant* » : ce sont les chauffeurs de bus, qui gagnent beaucoup plus que lui-même, universitaire, et bien plus encore que les femmes de ménage, qui se mettent en grève pour le salaire de celles-ci. De même à Gdansk, le personnel des chemins de fer interurbain part en grève pour la hausse des salaires des infirmières et personnels de santé. « *La grande Solidarnosc était un mouvement profondément égalitaire et collectiviste qui tenait en haute estime l'égalité et la communauté.* »

La grande Solidarnosc, justement, existe dans les entreprises et dans le pays, mais n'est pas encore constituée en ce mois de septembre 1980. Délégué de Wroclaw à la rencontre nationale des nouveaux syndicats et comités interentreprises, il y constate que les syndicats de la côte (Gdansk et Stettin) autour de Walesa et d'autres dirigeants comme Andrzej Gwiazda, sont fermement décidés à ne pas aller plus loin que le dépôt de statuts légaux pour des structures professionnelles et locales, donc pas au niveau national. La grande majorité des « experts » pèse en ce sens : il serait irresponsable de défier le Parti, le pouvoir, en créant une structure représentative indépendante au niveau national. Et la réunion est tenue par un bureau qui donne la parole et écourte les interventions en fonction de cet objectif.

Les délégués de Wroclaw et Walbrzych s'organisent dans la nuit avec ceux de Varsovie et de Poznan pour intervenir contre ce qui est une manœuvre du pouvoir, visant à disloquer le mouvement montant, tout en poussant des branches des syndicats officiels à se présenter en « nouveaux » syndicats pour semer la

confusion. La confrontation va jusqu'à une interruption énergique du président de séance par Modzelewski (il ne le nomme pas, ce qui est caractéristique de sa part), lequel intervient ensuite à la reprise pour appeler à ne pas « *se laisser mener en bateau* » et est ovationné. Walesa, encore une fois, « tourne » à l'intuition, et lui apporte soudain son soutien en laissant tomber ceux qu'il avait fait monter au créneau. C'est donc acquis : il y aura un syndicat national indépendant, pour la première fois au monde dans un régime stalinien, et c'est tout naturellement que K. Modzelewski propose de l'appeler *Solidarnosc*, le mot-phare des grèves, et de le doter d'une Commission nationale de coordination, la KKP.

Le pouvoir, le Parti (et Moscou) ne peuvent accepter durablement ce qui signifie pour eux la fin du monopole politique et donc la fin tout court, mais ils doivent manœuvrer en recul. Pendant que dans le pays, une grève d'avertissement d'une heure est menée partout le 3 octobre pour la mise en œuvre des dispositions salariales négociées à Gdansk et la légalisation du syndicat national indépendant, et que ce sont en quelques semaines près de 7 millions de salariés qui rejoignent *Solidarnosc* (à laquelle s'ajouteront *Solidarnosc* rurale chez les paysans et le NZS chez les étudiants), dont des centaines de milliers de membres du parti unique, le POUP (PC polonais constitué sous contrôle russe, l'ancien parti ayant été dissous par Staline en 1937), pendant ce temps donc, un juge de Varsovie, sur instruction du Bureau politique, statue sur l'enregistrement conditionnel (la légalisation) du syndicat en y inscrivant arbitrairement le rôle dirigeant du Parti et le respect des « *alliances internationales* ». Manœuvre en soi maladroite de la part de gens qui ont, autrefois, saucissonné et divisé le Parti paysan, le Parti socialiste polonais (PPS), les « révisionnistes » de 1956, explique Modzelewski, et qui croient encore s'en tirer comme ça. Mais manœuvre qui fait éclater publiquement la réalité : un syndicat indépendant national, en fait beaucoup plus qu'un syndicat, mais une sorte de rassemblement actif de millions d'opprimés prenant leurs affaires en main, n'était pas compatible avec le « rôle dirigeant du parti », et pas non plus, de fait, avec le Pacte de Varsovie et l'ordre international de Yalta.

A la réunion de la KKP qui doit répondre à ce défi, K. Modzelewski joue à nouveau un rôle central. L'assemblée est en effet divisée entre une majorité prête à appeler à la grève générale tout de suite en prenant un gros risque, alors que le pouvoir propose une rencontre mais refuse qu'elle se tienne à Gdansk sous la pression des masses, et une forte minorité modérée. Il fait en quelque sorte la synthèse en proposant de répondre à l'invitation du pouvoir à négocier, mais en fixant par avance une date pour la grève générale si celui-ci persiste dans ses intentions. Citons à cette occasion cette leçon de dialogue direct avec les masses que tout

animateur sérieux de vraies grèves ou de manifestations montantes peut faire siennes :

« *La foule n'est pas sourde à une argumentation rationnelle. [Modzelewski évoque alors celui qui fut dans une assez large mesure son modèle pour de telles circonstances, que nous retrouverons plus loin dans notre article : Leszek Gozdzik, le dirigeant ouvrier de 1956] Le secret de cet art est simple. Il faut traiter les gens rassemblés avec respect et les inviter à réfléchir ensemble. (...) Le respect pour la foule doit être authentique ; du reste la foule sait reconnaître le faux et ne tolère pas les manipulateurs. (...) Un réaliste qui veut influencer sur la révolution [ainsi se définit Modzelewski : nous avons vu que son « réalisme » a, quant à lui, aidé à l'auto-affirmation de la volonté des masses, ce qui le différencie des « experts » plus qu'il ne semble le réaliser lui-même] doit accepter ces valeurs [celles de la foule révolutionnaire] et, sur leurs bases, réfléchir avec la foule aux possibilités de leur mise en œuvre, envisager le contexte et les risques. »*

Du coup, il se retrouve dans les principaux responsables de la commission nationale de négociation envoyée rencontrer les représentants du pouvoir à Varsovie, Walesa ayant réparti les rôles : Gwiazda est responsable des discussions sur la légalisation du syndicat, Joanna Duda-Gwiazda sur les salaires, Andrzej Slowik sur l'approvisionnement, et Modzelewski sur l'accès de *Solidarnosc* aux médias. Un communiqué commun est adopté qui renvoie l'examen des modalités de la légalisation au 10 novembre, concède la réduction des écarts salariaux, reconnaît la publication d'un journal national du syndicat et promet son expression à la radio et la télévision ; le gouvernement ne le publie pas, la grève générale se prépare. Dans ce climat tendu, Modzelewski est cette fois-ci associé à des discussions officieuses entre lui-même et Mazowiecki, d'une part, trois émissaires du pouvoir d'autre part, dont il est rendu compte à la KKP le 9 novembre. Un compromis assez laborieux avait été passé, mais le pouvoir finit de lui-même par reculer encore. La menace de la grève générale a imposé la reconnaissance de l'auto-organisation des travailleurs à l'échelle du pays, défiant de fait l'État. Ce fut, d'une expression employée par les dirigeants du POUP formés au Manuel d'histoire stalinien du PCUS, une « *paix de Brest-Litovsk* » destinée à gagner du temps : le temps de la grande empathie et des jours de liberté et de fraternité révolutionnaire.

L'épreuve de force esquivée.

Dans ce cadre, les positions de K. Modzelewski se référaient à l'« autolimitation », tenue pour inévitable, à savoir que l'on ne pouvait pas mettre fin au monopole politique du POUP et au Pacte de Varsovie tant que l'ordre régnait à Moscou, mais que l'on pouvait chercher à aller le plus loin possible dans ces limites. Le problème

est que le fait de *Solidarnosc*, de même qu'auparavant les conseils ouvriers hongrois en 1956 et la démocratisation du PC tchécoslovaque en 1968, était en soi-même un franchissement de telles limites, d'ores et déjà. Nous avons vu que K. Modzelewski y avait fortement contribué, en permettant de battre la tentative de verrouillage du mois de septembre visant à éviter, précisément, que soit constituée une organisation nationale. Dans le champ des tenants de l'« autolimitation » il était en somme celui qui allait le plus loin au point d'en avoir, *de facto*, brisé les barrières. C'est au fond sa situation particulière de vieil opposant n'ayant pas fait partie du groupe des « experts » (dominé par l'intelligentsia catholique avec, comme principale caution « gauche » le très populaire Jacek Kuron, son vieil ami), qui lui a permis de jouer un tel rôle, qui fait de lui le porte-parole de *Solidarnosc*, c'est-à-dire, sur le papier, le n°2 après le chef charismatique Lech Walesa. Après la victoire énorme que fut la reconnaissance du syndicat, le voilà qui se retrouve, avec ce dernier, avec Kuron et les « experts », à jouer les pompiers en maintes circonstances : en décembre à Varsovie aux aciéries Warszawa où l'on pense à la grève pour la levée de toutes poursuites contre des militants politiques, ce qui impliquait de fait le pluralisme politique, en janvier-février en Silésie pour convaincre les syndicats locaux de ne pas régler immédiatement leur compte aux bureaucrates corrompus et profiteurs locaux de la région, par exemple en s'emparant de locaux qui leur étaient réservés. Mais comme le pouvoir, gérant la situation au jour le jour, ne cède toujours que de mauvais grès et tient l'existence du syndicat pour un mal provisoire, toutes les deux ou trois semaines le scénario d'une provocation locale, de l'imminence d'une épreuve de force et d'un faux retour au calme obtenu par la menace ouvrière et les objurgations modératrices des dirigeants, recommence, et la corde se tend un peu plus, avec en arrière-plan, depuis décembre, les pressions de Moscou et les manœuvres militaires « Soyouz-80 », préparatifs effectifs d'invasion, des forces du pacte de Varsovie.

Selon K. Modzelewski, la vraie bataille décisive se produisit fin mars, lorsque les responsables locaux de *Solidarnosc* à Bydgoszcz furent passés à tabac par la milice les délogeant du bâtiment occupé du « Parti paysan unifié » (un satellite du POUP) où ils réclamaient la légalisation de Solidarité rurale. L'atmosphère était déjà chargée de poursuites judiciaires contre les dirigeants de l'ancien KOR (Comité de Défense des Ouvriers), créé en 1976, Jacek Kuron et Adam Michnik, qui mettait Walesa en porte-à-faux car il voulait éviter une épreuve de force sur ce sujet. Les ouvertures d'archives ont montré depuis que la provocation de Bydgoszcz avait été décidée en haut lieu sous la pression russe, et n'était pas un dérapage de chefs locaux zélés comme l'avaient cru Modzelewski et beaucoup de dirigeants de *Solidarnosc*. C'est l'affrontement direct entre les ouvriers et les paysans d'une part, l'appareil d'État d'autre part, que met à l'ordre-du-jour, dans l'esprit de toute la

population, l'affaire de Bydgoszcz. *Solidarnosc* appelle cette fois-ci à une demi-journée de grève générale d'avertissement, le 27 mars au matin, avec la menace d'une entrée en grève générale illimitée à décider ou non par la KKP devant se réunir le 31 mars à Gdansk.

« ... j'ai pris mes quartiers à l'usine Dolmel [Wroclaw], équipé d'un sac de couchage et d'un matelas pneumatique. Seule une clôture séparait cette fabrique de l'usine de wagons PaFaWag. Treize mille personnes travaillaient en tout sur les deux sites. Pendant quelques jours j'ai observé la vie quotidienne de cette grande communauté ouvrière dans sa mobilisation pour la grève en m'imprégnant de l'esprit des gens se préparant au combat. (...) Partout, une organisation et une discipline exemplaires sautaient aux yeux mais c'est l'apparence du service d'ordre de la grève qui m'a le plus frappé. » Outre le SO de *Solidarnosc*, celui d'une branche des syndicats officiels et du comité du POUP de l'usine étaient à ses côtés. « Les autorités de la RPP ont entrepris cette épreuve de force dans un total isolement politique. Elles ne pouvaient même pas compter sur leur propre parti. »

Une négociation de la dernière chance a lieu entre Walesa, Gwiazda et le vice-premier ministre Rakowski, qui passait pour l'un des moins « dur » du pouvoir. Elle aboutit à un communiqué commun qui est un vrai désaveu du pouvoir, annonçant des poursuites contre ses exécutants locaux à Bydgoszcz et impliquant une reconnaissance *de facto* de Solidarité rurale. Le 30 au soir Gwiazda lit ce communiqué en présence de Walesa à la télévision, et ils annoncent l'annulation de la grève générale décidée pour le lendemain après-midi.

La KKP, que Walesa n'avait pas voulu réunir la veille, se tient le 31. Elle est explosive : c'est la KKP qui aurait dû débattre de la suspension ou non de la grève générale. Formellement la victoire est effective sur la question de Bydgoszcz mais dans le pays l'épreuve subie par les ouvriers, passant d'une tension extrême se préparant, sans le dire clairement la plupart du temps, à l'affrontement physique, à une détente soudaine, est démoralisatrice. Pour K. Modzelewski le début du recul part de là. Et la comparaison historique qui vient à l'esprit est celle du report de l'insurrection par l'assemblée des conseils d'usine de Saxe en novembre 1923 : l'insurrection n'aura du coup jamais lieu. Car c'est bien d'insurrection qu'il était en fait question. « *L'arrêt de la dynamique révolutionnaire, imposé à un moment décisif à la fois par son chef et ses conseillers*[Walesa et les « experts »] *a mis cette révolution sur un plan incliné.* »

Lors de cette réunion clef, Karol Modzelewski se range aux côtés des mécontents, dénonce la présence dans *Solidarnosc* d'« un roi, d'une cour et d'un parlement

dessaisi »(Walesa, sa garde rapprochée et les experts, et la KKP) et démissionne – sans soumettre sa démission au vote car il pense qu'elle aurait été refusée par la KKP, ce qui aurait fait de lui, ajouterais-je, le dirigeant alternatif à Walesa ou la tête de son opposition – de ses fonctions de porte-parole.

Il cite le représentant de Lodz, Andrzej Slowik : « *Nous avons soumis les gens à une énorme tension, puis nous avons percé ce ballon et en avons laissé s'échapper l'air. Nous avons gâché une occasion qui ne se répétera plus ...* » Mais l'occasion de quoi, demande-t-il judicieusement ? La grève générale commencée le 31 mars dépassait bien entendu l'enjeu de Bydgoszcz sur lequel le pouvoir avait reculé (un recul dont les promesses ne seront d'ailleurs pas mises en œuvre). Il s'agissait de la lutte pour le pouvoir réel dans le pays et dans la société, dont les comités de grèves du syndicat auraient été conduits à s'emparer. Les conditions n'étant pas réunies à cette date pour une loi martiale victorieuse, les troupes soviétiques seraient d'une façon ou d'une autre intervenues, conduisant à une guerre nationale mettant en cause l'ensemble de l'ordre européen. Modzelewski dit qu'avec Kuron il visait une perspective plus limitée : assurer la poursuite de la démocratisation en misant sur la victoire, dans le POUP, d'une aile « *à la Dubcek* ». Mais justement l'expérience tchécoslovaque était déjà passée par là, et en Pologne le POUP avait connu autrefois une aile nationale qui avait pris le pouvoir en 1956, avec Gomulka, et l'avait vu devenir à son tour de plus en plus répressive. Il n'y avait pas d'aile réformatrice dans la bureaucratie qui puisse tolérer l'existence d'une classe ouvrière dressée indépendamment d'elle et contre elle. Les adhérents de base du POUP passaient simplement dans le camp de la classe ouvrière, comme Modzelewski l'avait vu dans les usines de Wroclaw, et les épisodes estivaux de lutte interne dans les sommets du POUP et d'ingérences russes, quelque peu développés dans la suite de ce chapitre, ont en fait confirmé que les divergences ne portaient que sur la manière de réprimer.

Un frêle statu quo permettant de poursuivre l'expérience n'était pas possible en réalité. Rétrospectivement, Modzelewski pense par conséquent que le recul de fin mars était nécessaire, même s'il en critique la procédure qui aurait dû passer par la KKP, car il aurait évité une guerre, et que la suite, conduisant à l'état de siège – qu'il va pourtant appeler, dans la suite de son livre, « *la guerre* », justement – était en somme inéluctable. Autrement dit, il estime avoir pu, avec quelques autres, faire galoper l'histoire jusqu'à ce seuil de fin mars 1981, mais qu'ensuite la Fortune lui échappe.

A l'aune de la question du pouvoir.

Il y a donc un net changement d'ambiance après les événements du printemps, qui correspond personnellement pour Modzelewski au retour à une action sur Wrocław et son secteur plutôt qu'à l'échelle nationale. Ainsi qu'il le relate les questions économiques, des prix et du ravitaillement, s'imposent sur le devant de la scène, mais sous la forme de questions politiques aiguës. Des manifestations d'un genre nouveau, les marches de la faim, apparaissent, cependant que la revendication visant à congédier les membres de la nomenklatura gérant unités de production et de distribution se généralise : c'est bien la question du pouvoir qui, sous cette forme d'urgence vitale pour la population, est frontalement posée, ainsi que ceci était latent depuis août 1980, et ouvertement exprimé depuis fin mars 1981. A grande échelle il apparaissait de plus en plus absurde d' « *exiger des autorités qu'elles nous donnent à manger* » : la question devenait bien de remplacer ces autorités. A la fabrique des machines de construction de routes Fadroma de Wrocław, est imposée par la menace de grève dans toute la Basse-Silésie la nomination d'un nouveau directeur nommé sur concours par un jury syndical. Dans tout le pays de telles actions se produisent, en même temps que des mesures de prise de contrôle du ravitaillement et de la distribution des denrées. K. Modzelewski retourne alors dans les instances nationales, comme représentant de Wrocław, et consacre l'essentiel de ses interventions à ces sujets-là.

D'une certaine manière ce recentrage sur les questions d'économie et de gestion peut sembler – et K. Modzelewski semble l'avoir vécu ainsi, peut-être rétrospectivement – lié à la panne de perspective (insurrectionnelle) suite à la suspension de l'épreuve de force par l'attaque de celles et de ceux d'en bas, au printemps. De nombreuses actions de l'été semblent taper dans le mur et se dérouler localement, avec une solidarité moindre que quelques mois auparavant. Les blocages des grandes artères de Varsovie, en août, spectaculaires et semblant tendre à l'affrontement de rue, pour protester contre la réduction des quotas des tickets alimentaires, sont présentés par lui comme n'ayant pas été compris en dehors de la capitale, et ayant été suscités par ceux qu'il appelle de manière allusive et défavorable les « *vrais polonais* », à savoir des courants ouvriers penchant pour l'affrontement au nom de valeurs nationales-patriotiques et catholiques de « droite », portées par une vieille organisation clandestine, la KPN (Confédération pour une Pologne Indépendante, une des références de la droite cléricale aujourd'hui au pouvoir en Pologne).

Le récit des mois de l'été et du début de l'automne 1981 par K. Modzelewski glisse sur plusieurs développements essentiels qu'il semble avoir sous-estimé ou tenu pour sans issues possibles, en particulier le congrès national de *Solidarnosc* (où il est réélu dans les instances nationales mais ne souhaite pas revenir dans le cercle

étroit des dirigeants), en deux sessions espacées, qui fut pourtant, de manière plus retentissante encore que le congrès clandestin du PC tchécoslovaque dans les usines CKD-Visocany de Prague en 68, ou les assemblées du Conseil ouvrier du Grand Budapest en 56, la grande assemblée publique ouvrière sonnant le glas du « monde stalinien », avec les deux moments marquants que furent l'intervention ovationnée du vieux socialiste polonais, ancien de l'insurrection de Varsovie en 44, Jan Josef Lipski, et la motion de soutien aux syndicats libres avec appel à en créer dans tout le bloc soviétique (K. Modzelewski ne cite pas le premier de ces deux faits et ne mentionne qu'occasionnellement le second pour dire que ce n'était pas tant une motion « *bruyante* » qui avait commencé, bel et bien, à passionner les consciences en URSS d'alors, que l'existence même de *Solidarnosc* à travers la campagne de haine des médias soviétiques). De même, les luttes internes, qui avaient commencé depuis le début, semblent l'agacer (Walesa est élu président de *Solidarnosc* avec seulement 55% des voix, contre Gwiazda de Gdansk, Jurczyk de Stettin et Rulewski de Bydgoszcz, ce qui indiquait que des évolutions et décantations rapides étaient en cours, poussant d'ailleurs à l'apparition, dans le giron du syndicat-soviet-représentation nationale qu'était tout à la fois *Solidarnosc*, de courants et de partis politiques divers, de gauche et de droite). L'angle exclusif sous lequel il envisage cette période est la montée parallèle de la volonté autogestionnaire de prise en main des entreprises, côté ouvrier, et de la volonté répressive, du côté du pouvoir.

Mais cette double polarisation était bel et bien politique. Côté syndical, elle s'incarne dans le programme de *République autogérée*, *Rzeczpospolita samorządna*, adopté unanimement avec une forte implication de K. Modzelewski, par la première session du congrès de *Solidarnosc*. Théoriquement il s'agissait, pour commencer, de mettre en pratique le contrôle ouvrier de toutes les entreprises, avec la désignation des directeurs sur concours par des jurys syndicaux comme à l'usine Fadroma de Wroclaw. Pour commencer, puisque c'est un État, une *République autogérée*, qui devait par-là voir le jour !

Les privatisations ou les restitutions de biens aux anciens capitalistes et propriétaires d'avant 1945 ont été des thèmes purement et simplement absents, inconcevables dans l'entendement « *égalitaire et collectiviste* » de ce qu'était réellement *Solidarnosc*. K. Modzelewski signale toutefois le rôle d'un conseiller-expert, « *chercheur en systèmes économiques de l'Institut du Marxisme-Léninisme* », agissant pour que les rapports de marché régissent le fonctionnement des entreprises autogérées : il s'agit de Leszek Balcerowicz qui sera le gourou n° 1 du big bang des privatisations après 1989.

L'ébranlement du pouvoir, et peut-être les aspirations à l'autonomie de gestion, non pour les travailleurs mais pour eux-mêmes, de certains secteurs de la bureaucratie (hypothèse que ne fait pas K. Modzelewski) ont conduit, à l'automne, à une certaine autonomisation, sur ce sujet, de la Diète polonaise jusque là totalement aux ordres, aboutissant à une proposition d'un groupe de députés ayant ou semblant avoir l'aval officieux de la direction du POUP, accordant, sauf dans les entreprises « *stratégiques* », la nomination des directeurs sur concours par le conseil élu des représentants du personnel. Le choix est fait d'accepter ce compromis en petit comité de 4 dirigeants, dont Walesa, et 3 conseillers au vote consultatif, dont Kuron, qui joue un rôle moteur dans cette décision, avec la seule opposition de Rulewski, ce qui vaudra à Kuron des critiques lui reprochant de ne pas avoir été plus démocratique que ne l'avaient été Walesa et Gwiazda fin mars. K. Modzelewski estime que cet accord a au moins permis d'élire des conseils d'entreprises qui seront le « *refuge* » des syndicalistes pendant l'état de guerre, désormais tout proche.

L'ordre « communiste » contre la fraternité et l'égalité.

Une tactique « réformiste » était-elle encore d'actualité au moment où le pouvoir bascule vers la préparation de la répression militaire en se concentrant sous l'égide du général Jaruzelski (Stanislaw Kania, successeur de Gierek l'automne précédent, étant écarté fin octobre) ?

Les projets de contrôle des entreprises et de la distribution, au même titre que les discussions montantes sur l'organisation d'élections libres directes sous contrôle syndical et la volonté de former des groupes d'autodéfense, toutes choses que K. Modzelewski ne veut pas relier entre elles, semblent bien indiquer que côté *Solidarnosc* prévalait, mais de manière dispersée, la conscience que la question du pouvoir était posée à court terme. K. Modzelewski a fait un court séjour universitaire en France, première reprise de ses travaux professionnels totalement interrompus depuis août 80, et est rentré en Pologne le 27 novembre, soulagé à l'idée d'être de retour au moment du péril. Dans les derniers jours qui précèdent la proclamation de l'état de guerre, le coup d'État du 13 décembre, le basculement vers l'affrontement physique avec le pouvoir se dessinait, mais cette fois-ci comme contraignant *Solidarnosc* : l'épreuve de force aura lieu à l'initiative de ceux d'en haut et non de celles et de ceux d'en bas, ce qui est tout à fait différent. A nouveau la KKP va envisager la grève générale – et K. Modzelewski y est alors de retour activement, à Radom début décembre et le 12 décembre à Gdansk. Tard dans la soirée, après avoir constaté la coupure du téléphone et le déploiement des miliciens, les sinistres ZOMO, il va trouver la chambrée de T. Mazowiecki et leur

demande qui veut prendre une douche. « *Ils m'ont regardé les yeux ronds et ont décliné. « Alors peut-être moi »- ai-je dit et je suis rentré dans la salle de bains. Je n'ai pas été très sympa : d'eux tous j'étais le seul à connaître le règlement carcéral et je savais que la séance de douche n'avait lieu qu'une fois par semaine.* ». Peu après les ZOMO les embarquent, tous.

Cette nouvelle période de prison durera jusqu'en août 1984. Elle fait partie du chapitre sur *Notre union fraternelle* car cette union se prolonge entre prisonniers politiques. K. Modzelewski, dans le début de cette section de ses souvenirs, consacre quelques pages à réfuter les accusations de collusions de Walesa avec le régime qui ont circulé dès ce moment-là, de manière d'autant plus convaincante qu'il est lui-même loin d'approuver et tous les choix politiques et tous les traits du personnage. Walesa, isolé à part, aurait pu jouer un rôle clef d'agent du régime précisément en 1982, et ne l'a pas fait, au contraire. Mais si l'union fraternelle des prisonniers de *Solidarnosc* et du KOR a duré jusqu'à leur libération, à un moment donné Karol Modzelewski réalise qu'elle a pris fin à l'extérieur, au sens où la mobilisation révolutionnaire des travailleurs a pris fin. Il dit en avoir pris conscience à la faveur de rencontres avec des jeunes ouvriers de Varsovie incarcérés, à l'été 1982. L'un d'eux, de l'usine RaWar, lui raconte comment les ZOMO ont cassé l'occupation de son usine d'armements : après qu'un char ait troué la clôture, ils ont menacé de tirer et chargé leurs fusils pointés sur les ouvriers, qui ont fini par sortir, un par un. Cette « *réaction normale de gens normaux* » a brisé intérieurement leur résistance et mis fin au temps de la Grande fraternité.

Toutefois, les informations qu'a eu par la suite K. Modzelewski sur la résistance dans sa ville de Wroclaw et sa région de Basse-Silésie, indiquent une résistance de masse beaucoup plus longue et acharnée, avec fin décembre un massacre, 9 morts, et le cas où « *l'armée n'a pas osé enfoncer le portail des usines ElWro gardé par des femmes formant devant le portail une chaîne humaine.* ». La grève générale de décembre, purement défensive et consistant à se barricader dans les lieux de production, était vouée à l'échec et pourtant la société polonaise ne se plie pas à une « normalisation » analogue à celle subie par la Tchécoslovaquie après 1968. A plusieurs reprises les mobilisations reprennent. Mais il est vrai que plusieurs changements profonds se produisent.

K. Modzelewski explique notamment qu'à partir de l'été 1982 les manifestations, parfois importantes et donnant lieu à de violents affrontements de rue, ont pris le relais des grèves, et que ce n'est pas du tout la même chose. Le « *sujet collectif* » d'une grève est un collectif de travail. Celui d'une manifestation est une « *foule* » temporairement réunie ne se constituant pas en collectif homogène. Sa visibilité et

celle des combats de rue ne doit donc pas faire illusion : le stade de la manifestation, en tant que constitution du prolétariat en force sociale organisée, est en deçà de celui de la grève de masse - K. Modzelewski n'envisage pas le cas de la manifestation de masse se dirigeant vers l'affrontement central, appuyée sur la grève et structurée en collectifs massifs organisés, qui est précisément ce que la KKP a évité en 1980-1981, ne sortant pas plus des usines que les métallos italiens en 1920, en s'en tenant comme forme maximale de lutte à la grève générale avec occupations en mode « barricadé ».

Solidarnosc comme organisation clandestine et comme mythe national n'est plus à proprement parler, laisse-t-il pratiquement entendre, un syndicat, une fois que la grève de masse n'est plus possible puis n'est plus envisagée comme LE moyen d'action. Elle devient la « résistance polonaise » avec une dimension « anticommuniste » croissante – ce mot était totalement absent du récit des événements allant d'août 1980 à décembre 1981, où, au contraire, le pouvoir du POUP était dénoncé comme « anti-socialiste » par le mouvement social polonais, terme qui, inversement, n'apparaît plus ensuite. A ces évolutions idéologiques à la base, se combinent des basculements dans les « élites », dans l'intelligentsia, oppositionnelle, semi-oppositionnelle ou intégrée au régime. La *République autogérée* est abandonnée sans phrase et remplacée par la perspective d'une Pologne capitaliste dans laquelle, conformément à ce que dessinait L. Balcerowicz, l'autonomie des entreprises sera financière et comptable mais ne concernera en rien les travailleurs, et l'idéologie dominante d'influence occidentale devient alors celle du néolibéralisme. Cette évolution rencontre pleinement celle des techniciens économiques d'un POUP par ailleurs totalement neutralisé par l'armée et les *Bezpieka* (organes de « sécurité »). Elle dessine le terrain sur lequel les uns et les autres vont s'accorder en 1989 : celui d'une « transition à l'espagnole » qui ouvre la voie au capitalisme « sauvage », tout en assurant la continuité de l'appareil d'État.

Ce moment clef de notre histoire.

K. Modzelewski sera celui des personnages historiques de l'opposition au régime « communiste » en Pologne qui va s'opposer aux privatisations et au « libéralisme » économique, tout en ne soulignant qu'assez peu le lien entre ces « réformes » et la préservation d'un appareil d'État dirigé par le PC, puis plutôt, de 1981 à 1989, par *wrona* (la « corneille », jeu de mot polonais sur le WRON, le Conseil militaire de salut national mis en place par Jaruzelski). Or, le fait central mettant en place les conditions de ce qui sera la transition au capitalisme non étatique dans les pays d'Europe centrale et orientale a bien été mis en valeur par sa compréhension profonde des processus psycho-sociaux : c'est la brisure des grèves de masse par la

force armée fin 1981. Le point de départ de la « restauration capitaliste » c'est la répression stalinienne, dirons-nous.

On notera l'absence totale de toute mention ou allusion d'un rôle actif de l'Église catholique comme telle, épiscopat et papauté, dans ce récit humain et tellurique de la révolution polonaise de 1980-1981. C'est dans le contexte de répression des années 1980 que les contacts avec l'Église ou, d'autre part (car ce n'est pas la même chose), avec la religiosité populaire, sont plus fréquents pour l'athée K. Modzelewski. En 1986 il accompagne le « *pèlerinage national du monde du travail* » à Czestochowa, qui, dans sa localité, correspond tout simplement à la réunion de tous les opposants (jamais les messes et offices religieux n'ont rassemblé autant de monde en Pologne : cette participation s'effondrera dans les années 1990), et il entend une chanson improvisée fêtant sa présence, celle de « *Karol, en qui habite le Saint-Esprit* » - un peu gêné, dit-il, mais « *il n'est pas facile de me faire tourner la tête* ». Avec la hiérarchie cléricale directement, le contact est un heurt politique, car en 1984 le groupe des principaux prisonniers (hors Walesa) de *Solidarnosc* et du KOR voit l'épiscopat tenter, en accord avec le régime, de leur faire signer une promesse de se tenir tranquilles s'ils sont libérés (ils refusent). Il se trouve alors aux côtés de Jan Rulewski, réputé un « dur » de *Solidarnosc*, le dirigeant syndical de Bydgoszcz, qui lui dit que c'est « *l'alliance de la matraque et de la crosse épiscopale* » (du sabre et du goupillon, dirait-on en France). « *Une formule aussi carrée ne me serait pas sortie de la bouche, mais je suis non croyant, alors que Janek est un bon catholique, donc il avait le droit.* »

Tout en prenant en compte les diverses nuances que j'ai pu exprimer, ce récit de *Solidarnosc* réfute les fondements de sa double occultation dans la mémoire historique européenne. Occultation par la mémoire officielle « occidentale » ou si l'on veut « libérale », dans laquelle la « fin du communisme » est arrivée par la grâce papale d'abord, puis par celle de M. Gorbatchev, donc par en haut, l'« ouvrier polonais », lui-même ramené à la moustache de Lech Walesa, n'ayant joué qu'un rôle temporaire de bon soldat. Occultation complétée par sa consœur symétrique dans la mémoire de pas mal de syndicalistes occidentaux via l'imagerie « communiste », dans laquelle ces « Polonais » sont, en simplifiant, des cathos réacs affiliés à la CIA. La fausse mémoire « libérale » officielle et la fausse mémoire « communiste » se complètent et se renforcent réciproquement dans un monde où les effets de la division en blocs géopolitiques sont revenus. Or, la réalité est celle de la plus grande vague de grèves de masse de l'histoire européenne depuis 1945, et d'un mouvement radicalement, « purement », pourrait-on dire en exagérant à peine, ouvrier, au sens le plus classique et le plus industriel du terme. On devrait étudier cela dans les stages syndicaux de la CGT, surtout parmi les secteurs

mécontents d'une combativité insuffisante, qui en auraient plus besoin que de se raconter des histoires sur les « durs de durs » de la FSM n'ayant rien de comparable à leur actif, quand il ne s'agit pas de « syndicats » verticaux, étatiques et policiers, autrement dit patronaux. Le récit de K. Modzelewski pourrait alors figurer en bonne place de la documentation nécessaire.

Retour aux origines.

Comment en était-il arrivé là ?

Karol Modzelewski naît à Moscou en 1937. 17 jours après sa naissance, son père naturel, le russe Alexandre Budnevitch, sous-officier de l'Armée rouge, est condamné à huit ans de camps dans le cadre de la purge faisant suite à l'exécution du maréchal Toukhatchevski – « *une peine standard, rien d'extraordinaire.* » Sa mère, Natalie Wilter, d'origine juive et dont le père était menchevik, cousine d'un dirigeant du KPP, le PC polonais dissous par Staline, est contactée en 1939 pour héberger et soigner Zygmunt Modzelewski, communiste polonais emprisonné et torturé depuis un an et demi, qui n'a rien avoué du tout (il s'agissait de monter un procès de Polonais pour espionnage), et qui a été libéré juste après la liquidation de Ejov, chef du NKVD (police politique, futur KGB puis FSB) lors de l'acmé des purges staliniennes. Zygmunt Modzelewski aurait adhéré à la social-démocratie polonaise, l'ancien parti de Rosa Luxembourg, juste avant la formation du PC polonais, mais avait ensuite – ce qu'il avait réussi à tenir secret et que Karol a découvert – pris part comme volontaire à la défense polonaise contre l'offensive de l'Armée rouge en 1920. Redevenu ensuite communiste polonais, il est, en France en 1937, responsable du secteur polonais du PCF, dans le Nord, lorsqu'il est convoqué à Moscou et immédiatement arrêté, comme pratiquement tous les communistes polonais en URSS. Il va épouser Nathalie Wilter et sera le père effectif de Karol, et par la suite ministre des Affaires étrangères de la « Pologne populaire » après 1945 (poste élevé mais sans grand pouvoir réel à cette époque) : un communiste sincère demeuré membre de l'appareil et ayant survécu aux purges et à la torture, patriote polonais par devers lui.

Mort en 1954, l'influence de Zygmunt Modzelewski a été considérable sur son fils, qu'il a marqué par de rares petites phrases dégrisant ce jeune adolescent élevé en URSS pendant la « Grande guerre patriotique » en milieu encadré et protégé, telle que « *Arrêté ne veut pas dire coupable* ». Karol est en effet, comme il se doit dans son milieu, un jeune militant de l'Union de la Jeunesse Polonaise (ZMP). Plus généralement c'est la saisie de tout son arrière-plan familial, tu pendant son enfance, qui fait du « jeune communiste » un jeune révolutionnaire anti-stalinien dans l'âme, lorsque surviennent les événements de 1956. Ceux-ci auront une autre

fonction pour lui : finir de le constituer comme polonais. De langue maternelle russe, de parents biologiques russes, en partie d'origine juive, devenir polonais n'allait pas de soi mais s'inscrit à la fois dans l'assimilation de l'héritage non-dit du père, et dans l'identité démocratique de la jeunesse qu'il côtoie dans ses études d'Histoire à Varsovie. « *Le sentiment d'appartenance nationale n'est pas inscrit dans les gènes, mais dans la tête.* » et le sien sera résolument polonais, avec une compréhension parfois tendre envers les Russes et une aversion viscérale envers l'antisémitisme, si fréquent en Pologne.

La longue marche vers 80 : 1956.

En mai 1956, K. Modzelewski est élu à la délégation nationale du ZMP, dans le groupe contestataire de l'Université de Varsovie. Il est peu après chargé de la coopération avec le ZMP de l'usine d'assemblage automobile FSO de Zeran, où l'ouvrier Lechoslaw Gozdzik, secrétaire du POUP de l'usine, devient au même moment la figure de proue de la contestation ouvrière, réclamant l'élection de conseils d'usine pour prendre le contrôle de la gestion de l'industrie. En juin à Poznan, 74 ouvriers sont tués par la milice et l'armée. C'est la première grande crise globale du monde stalinien, entre le rapport Khrouchtchev et l'octobre hongrois des conseils ouvriers. En octobre 1956, K. Modzelewski a ainsi le privilège, à 19 ans, de se trouver aux côtés du noyau militant des ouvriers de l'usine de Zeran apprenant que les troupes russes menacent, et prenant des dispositions de combat. Quelques jours plus tard, aux côtés de Jacek Kuron, il soutient le jeune Krzysztof Pomian s'opposant à ce que, après une démonstration de masse en soutien à Gomulka, la jeunesse étudiante aille frontalement manifester contre l'ambassade soviétique. Il voit dans ces deux expériences rapprochées les deux facettes de la culture nationale polonaise, celle qu'il appelle « *romantique* » avec Gozdzik et les ouvriers, et celle qu'il appelle « *positiviste* » avec les intellectuels pratiquant déjà sans le dire ce que l'on appellera plus tard « l'autolimitation ». Et il s'assume définitivement comme polonais.

Pourtant, à supposer que l'autolimitation consiste à savoir passer des compromis, les années qui suivent voient se déliter le compromis, justement, que fut « l'exception polonaise » de Gomulka. Seul dirigeant historique du communisme polonais à ne pas avoir été liquidé en URSS sous Staline, parce qu'il n'y était pas mais était resté clandestin en Pologne occupée par les nazis, Gomulka avait été exclu et emprisonné après 1945 et prestement libéré et mis au pouvoir en 1956, endiguant ainsi la poussée révolutionnaire en Pologne, alors qu'au même moment en Hongrie le tout se terminait par une guerre d'invasion. Outre la personne même de Gomulka, l'« exception » comportait la petite propriété paysanne, la tolérance

(et en fait la sainte collaboration) par l'appareil « communiste » de l'Église catholique, et une relative et limitée liberté d'expression. Convaincu par Jacek Kuron, Karol Modzelewski adhère en 1957 au POUP, censé être le lieu central des combats politiques.

La longue marche vers 80 : la Lettre ouverte.

Quelques années plus tard, en 1964, l'un et l'autre sont dégoûtés par l'évolution de plus en plus autoritaire du régime et de Gomulka lui-même et la mise au rencart des espoirs de 56. Ils se mettent alors d'accord, en relation avec un réseau de dizaines de camarades, pour co-écrire une *Lettre ouverte au comité central du POUP*, la reproduire et la faire circuler, franchissant le Rubicon par rapport au parti, dont ils sont exclus, et à l'État, qui les envoie en prison.

Cette *Lettre ouverte* aura un retentissement international et sera comptée parmi les textes emblématiques des mouvements de la jeunesse et des aspirations révolutionnaires des années 1960 dans le monde. Au nom des idéaux du socialisme et du communisme, elle condamne le stalinisme et les régimes post-staliniens qui le prolongent, comme des dictatures exercées sur la classe ouvrière par une « *classe bureaucratique* », préconisant contre elle la liberté politique, les conseils ouvriers et les syndicats indépendants.

Pour la faire ronéoter, ils s'adressent aux trotskystes, c'est-à-dire à deux personnages tout à fait connus des initiés et repérés, Kazimierz Badowski, de Cracovie, trotskyste depuis 1925, survivant des camps nazis et des prisons staliniennes, et Ludwik Hass, de Varsovie, historien et spécialiste de la franc-maçonnerie, car K. Modzelewski a appris qu'ils disposaient d'une ronéo clandestine dernier cri. Hass n'était pas favorable à ce coup de main, mais Badowski a surmonté son sectarisme. Par la suite il s'est avéré que l'ancien prisonnier politique Hass était sous contrôle de la police.

Cette connexion trotskyste, significative, a contribué à la réputation du duo « Kuron et Modzelewski » et le petit groupe trotskyste polonais des deux vieux, dont un que tenait la police, a probablement aidé à la diffusion à l'étranger de leur lettre ouverte, reprise par la IV^e Internationale et des courants apparentés. Mais elle ne doit pas pour autant être surestimée. D'une part, la *Lettre ouverte* envisage la bureaucratie comme une classe exploiteuse et pas comme une caste faisant obstacle à la révolution mondiale et à la construction du socialisme. Kuron et Modzelewski ne font donc pas une analyse « trotskyste orthodoxe » du monde stalinien en général et de la Pologne en particulier, mais une analyse sans doute

plus « marxiste » que celle des « trotskystes orthodoxes » à cette date, partant du fait que « *l'identification de la propriété d'État sur les moyens de production avec la propriété sociale* » est une fiction juridique qui peut cacher la propriété du groupe social contrôlant l'État (une idée que l'on retrouve chez le proche de Trotsky, Christian Rakovsky, en 1929, ou encore chez le dissident ukrainien Leonide Pliouchtch). D'autre part et surtout leur rupture publique avec le POUP, au nom du communisme, ne vise pas à constituer un courant, une fraction ou un parti organisé. Ils agissent en francs-tireurs et vont laisser tomber sans phrases l'idée d'une organisation politique révolutionnaire, viscéralement accolée pour eux au monde de leur jeunesse dans le giron stalinien, et qui est aussi l'idée directrice du trotskysme.

La longue marche vers 80 : 68 et après.

Leur arrestation est immédiate – la police politique savait tout depuis le début. Les années de prison qui suivent nous conduisent jusqu'en 1968. Libérés sous condition en 1967, Kuron et Modzelewski ont été adoubés à leur sortie comme figures emblématiques de la contestation à nouveau montante. En janvier 68, des étudiants viennent trouver K. Modzelewski chez lui pour l'informer d'une provocation - véritablement stupide - des autorités : l'arrêt d'une pièce du poète national polonais du XIX^e siècle, Adam Mickiewicz. Il leur écrit (l'appartement étant sur écoute) de scander à la fin de la dernière représentation autorisée « *Indépendance sans censure* ». La manifestation qui suit cette représentation annonce le mouvement étudiant de mars, qui voit le pouvoir remettre en prison Kuron et Modzelewski, cette fois-ci jusqu'en septembre 1971.

Durant les années 1970 K. Modzelewski a joué un rôle moins direct dans l'organisation des mouvements oppositionnels polonais, et s'est affirmé comme un historien médiéviste de premier plan, ce qui lui a permis de séjourner, dans un cadre universitaire, en Italie et en France. Le bilan, négatif, qu'il a tiré de ses combats des années 1960 allait dans le sens de la prudence et de l'appel à des compromis, et c'est dans cet esprit que peu après la constitution du KOR (le Comité de Défense des Ouvriers, qu'il soutient sans avoir joué un rôle direct dans son impulsion), fin 1976, il a adressé une *Lettre* à Gierek, premier secrétaire du POUP et donc n°1 de la République Populaire de Pologne, depuis les émeutes de la Baltique en 1970-1971 qui ont eu raison de l'ère Gomulka. Même ses proches du KOR ont trouvé que cette lettre, rendue publique via le PC italien, donnait lieu à un excès de modération. Elle tentait d'expliquer au pouvoir qu'il avait intérêt à accepter la désignation de représentants ouvriers reconnus. C'est l'une des pièces de la théorie dite de l' « autolimitation ».

Un sacré bilan pour aujourd'hui et pour demain.

En fait, Modzelewski a toujours, au moins depuis 1964, adapté ses interventions à ce qui lui paraissait possible dans un horizon immédiat. En 1980, comme nous l'avons vu, cela le conduira à aider de nouveau à faire galoper l'histoire ! Voilà pourquoi je l'ai initialement présenté non pas comme « un militant au sens ordinaire du terme », mais comme « un individu intervenant à certains moments clefs », mais pas n'importe lesquels, car le bilan est impressionnant : la liaison entre la jeunesse universitaire et les conseils ouvriers en 56, la Lettre ouverte de 1964, la mobilisation contre la censure théâtrale en janvier 68, l'affirmation (et sans doute le nom, qui certes était dans l'air) de *Solidarnosc* en 1980 ...

Il y a dans ce livre de 541 pages épaisses bien d'autres aspects, effleurés ou absents du présent compte-rendu. Lisez-le. Signalons par exemple que le chapitre 5, *Le monde côté prison*, est une véritable étude psycho-sociale du monde masculin, sordide mais parfois touchant, des prisons : c'est, comme telle, une étude d'importance, qui pourrait être traitée à part.

Finalement, le programme de privatisations, faisant accord entre l'intelligentsia ci-devant oppositionnelle à l'exception de l'une de ses grandes figures dénommée Karol Modzelewski, l'appareil du parti et de l'armée, les puissances occidentales, et l'Église catholique, c'est-à-dire, en somme, entre toutes les forces sociales possibles à l'exception de la plus grande mais qui n'est pas représentée, celle qui s'était exprimée en 1980 : le prolétariat, ce programme est appliqué en 1990, avec L. Walesa président de la République, T. Mazowiecki premier ministre, et L. Balcerowicz aux Finances. L'opposition parlementaire à cette politique est limitée en tout en pour tout à 7 élus dont K. Modzelewski est le plus notoire. Il organise alors un parti – l'Union du Travail – qui préconisera une politique que l'on pourrait qualifier de social-démocrate. Sans doute le fait que ce courant n'ait jamais vraiment pris le pli d'une opposition franche et « agressive » au personnel politique polonais des années 1990 explique-t-il qu'il n'ait guère percé au final. Modzelewski reste jusqu'au bout l'ami de Jacek Kuron qui, lui, a pris sa part du sale boulot : dans le gouvernement de transition au capitalisme libéral, il est ministre de l'Aide sociale et les soupes populaires sont les « soupes Kuron ». Enchaînant les cigarettes brunes, Kuron meurt quelques années plus tard, ironique et inquiet.

La santé de Modzelewski, sans doute plus serein, lui vaut pas loin de deux décennies de vie au-delà du vieux copain. Mais, dès le début des années 1990, il manifestait son inquiétude pour l'avenir : la déception envers ce qu'il appelle *la*

liberté sans fraternité risquait à moyen terme de porter au pouvoir des « vrais polonais », nationalistes et catholiques, se présentant comme seuls à même de saupoudrer la sauvagerie libérale d'un peu de mesures sociales et protectionnistes, de beaucoup de sermons, et de menaces sur les libertés publiques. C'est finalement ce qui est arrivé, dans la Pologne contemporaine où est mort Karol Modzelewski ce printemps. Cependant, c'est arrivé plus tard qu'il ne le craignait : l'expérience de la pleine insertion dans le marché mondial complétée par l'appartenance à l'Union Européenne depuis 2003, l'a précédée. Et, comme le craignait aussi Modzelewski, cette évolution n'est pas isolée, bien que le PiS en Pologne refuse d'aller au bout d'un front commun avec l'extrême-droite européenne trop liée à Poutine et à la Russie à ses yeux (d'autant que la Pologne a été marquée par l'étrange accident d'avion de 2010 à Smolensk, tuant son président de l'époque, et, parmi les passagers, Anna Walentynowicz, l'ouvrière de Gdansk, qui avait eu la très mauvaise idée d'accepter l'invitation ...). La société polonaise aujourd'hui semble, à l'observateur superficiel, polarisée entre jeunesse et intellectuels éclairés d'une part, et de l'autre une caste obtuse et fermée au pouvoir se prévalant d'un appui de la part des « vrais gens du peuple », dans une configuration qui n'est pas sans rappeler celle de plusieurs moments de l'histoire de la « RPP », notamment à la fin de l'époque Gomulka et pendant les années 1960. Le retour du prolétariat organisé avait finalement été le fruit démocratique de cette confrontation. Pour y contribuer, la mémoire de Karol Modzelewski est une ressource importante. Elle doit être examinée et critiquée, en bannissant tout sectarisme imbécile, car elle comporte des graines qui n'ont pas fini de fructifier. Et ceci, très au-delà de la seule Pologne, pour nous toutes et nous tous au XXI^e siècle, qui devons de toute façon faire galoper l'histoire.

VP, le 09/08/2019.